



Centre international de solidarité ouvrière 1975–2015

**Petite histoire d'un grand réseau
de solidarité intersyndicale internationale**

La conférence internationale de solidarité internationale, la CISO, c'était un point de départ. Le centre international de solidarité internationale, le CISO, c'est 40 ans d'engagement soutenu du mouvement syndical québécois, ses militantes et ses militants pour la justice et la solidarité internationale.

Parcourir l'histoire du CISO et revoir toutes ces personnes qui y ont travaillé, qui ont partagé leur engagement, leur enthousiasme et qui souvent ont tenu notre Centre à bout de bras.

Parcourir l'histoire du CISO et constater toute la richesse et le rayonnement de ses activités pédagogiques sous forme de fiches et de documentaires, de ses colloques et séminaires, des séances de formation et des stages thématiques.

Parcourir l'histoire du CISO et prendre la mesure de ce maillage extraordinaire entre le Nord et le Sud. Constater comment toutes les alliances créées au fil des ans furent indispensables pour l'émergence d'une solidarité internationale sur un ensemble d'enjeux tels les droits humains, le travail décent, le développement, l'éducation, l'égalité entre les femmes et les hommes, la consommation responsable.

Parcourir l'histoire du CISO c'est prendre un passeport pour l'avenir.



AUX ORIGINES DU CISO : LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE SOLIDARITÉ OUVRIÈRE (1975)

Les années 70 sont celles de la guerre froide et des luttes nationales. Le coup d'État au Chili et l'arrivée massive de personnes réfugiées au Québec, la lutte héroïque du peuple palestinien et l'emprise grandissante des entreprises multinationales sur l'économie mondiale sont des enjeux qui interpellent le mouvement syndical.

En 1972, Michel Chartrand, président du Conseil central de la CSN, participe à une conférence internationale organisée par les syndicats chiliens à

Santiago. À son retour il propose la tenue d'une conférence similaire. En juin 1975, la *Conférence internationale de solidarité ouvrière* réunit à Montréal plus de 600 délégués syndicaux du Québec, du Canada, de plusieurs pays d'Amérique latine, du monde arabe et d'Afrique sous le thème *Même ennemi, même combat*.

L'année suivante la Conférence devient le **Centre international de solidarité ouvrière (CISO)**, son secrétariat est assumé par les organisations syndicales. Dès 1981, le travail repose sur une petite équipe de trois personnes appuyée par une dizaine de militantes et de militants. L'équipe développe plusieurs outils de solidarité notamment des stages d'étude et de travail, des tournées d'activistes du Sud en territoire québécois, des conférences, des campagnes de mobilisation, des publications.



Les premiers pas du CISO : L'émergence d'une solidarité internationale

Les années quatre-vingt sont dominées par l'appui aux luttes de libération nationale en Palestine et en Afrique du Sud, aux combats contre les dictatures en Amérique latine et en Haïti, et aux mouvements anti-impérialistes, en particulier à Cuba. C'est aussi au cours de ces années que le CISO prend conscience de la nécessité de modifier ses pratiques de façon à ce que les réalités et les préoccupations des femmes du Sud soient clairement exprimées et prises en considération.



Mobilisation à la Place de la révolution, La Habana, Cuba

Le CISO développe des liens étroits avec la Centrale des travailleurs de Cuba. Son premier stage de solidarité internationale permet à 22 syndicalistes québécois de découvrir l'expérience cubaine en éducation, en santé, en formation syndicale et de rencontrer plusieurs organisations de la société civile notamment la Fédération des femmes cubaines. Il entretient des relations de solidarité avec le peuple salvadorien et les organisations sandinistes du Nicaragua. Entre 1984 et 1992, cinq stages ont lieu au Nicaragua. Le Centre organise aussi des missions d'observation, en appui aux mouvements anti-impérialistes, notamment au Chili et au Pérou.



40 tonnes de papier envoyées à Managua



Tournée de 4 représentants du FSLN, 1979

Le CISO est préoccupé par la situation au Moyen-Orient. Il pilote deux missions d'observation dans la région : l'une dans les camps de réfugiés palestiniens au Sud du Liban, en 1980, et l'autre en Cisjordanie et à Gaza, en 1988, au moment de la première Intifada. En juillet 1994, il dirige un stage intersyndical auquel participe une dizaine de personnes dans les Territoires occupés, pendant l'accalmie consécutive aux accords d'Oslo et du Caire

L'équipe du CISO s'intéresse également aux conditions de vie des peuples africains. Pionnière dans ce dossier, elle organise des tournées de dirigeants syndicaux africains, participe à des conférences en Afrique, contribue activement à la campagne de boycott de produits d'Afrique du Sud et dénonce les multinationales canadiennes complices de l'Apartheid.



Parallèlement à son engagement en solidarité internationale, le CISO développe des analyses sur les obstacles économiques et financiers entravant l'accès au développement des pays du Sud. Le *Colloque international sur la dette extérieure* lance en 1987 la réflexion sur le fardeau de l'endettement pour ces pays. Il sera suivi de journées de réflexion sur les programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.



La décennie 1990 : Les premières compressions de l'ACDI...

L'entrée du CISO dans cette décennie est marquée par une importante réflexion sur ses stratégies et ses alliances, au moment où l'ACDI procède à des coupures dans ses programmes et à une réorientation de ses stratégies. Dorénavant, le CISO doit ajouter à son travail d'éducation à la solidarité internationale des activités de coopération internationale. Il organise des stages sur les droits du travail et sur les droits des communautés et des minorités locales. Ces stages permettent d'articuler la coopération internationale à sa mission d'éducation à la solidarité internationale. En 1993, l'engagement du Centre pour l'avancement de la lutte des femmes se concrétise par l'adoption d'une *Déclaration de principes sur la place des femmes dans le développement viable*.

En 1997, des délégations se rendent au Mexique pour étudier les effets de la mondialisation sur les conditions de vie des communautés et des travailleuses et des travailleurs

et établir des liens de solidarité avec des organisations locales, en particulier le Front authentique du travail (FAT). Le Centre renoue avec la mise en place d'un stage à Cuba et participe à la deuxième *Conférence mondiale d'amitié et de solidarité* réunissant des milliers de personnes venues d'une centaine de pays pour appuyer le peuple cubain.

Le CISO poursuit ses missions d'observation dans des pays où les droits humains sont menacés. Il organise des stages au Burkina Faso, au Guatemala, en Argentine, amorce des projets en Haïti et élargit son réseau de partenaires syndicaux, au Mali, au Togo et au Sénégal.

... les accords de libre-échange et la mondialisation des économies

Au cours de cette période, le CISO amorce une réflexion critique sur la mondialisation de l'économie, l'emprise du pouvoir financier sur nos économies et la multiplication des accords de libre-échange. Ses analyses décortiquent les conséquences sociales de ces changements, notamment la sous-traitance et la délocalisation des emplois du Nord vers le Sud mais aussi leurs effets sur la démocratie et la citoyenneté. Journées de réflexion, séminaires et colloques permettent d'améliorer la compréhension de ces enjeux et leur incidence sur les travailleuses et les travailleurs du Nord et du Sud.

Un constat s'impose : le nécessaire regroupement des forces progressistes continentales. Le CISO adhère au Réseau québécois sur l'intégration continentale en 1994. Il contribue, en 1997, à l'organisation d'une rencontre continentale parallèlement à la première conférence des parlementaires des Amériques. En 1998, il participe au Sommet des Peuples des Amériques à Santiago du Chili et en 2001, à l'organisation du Deuxième Sommet des Peuples des Amériques, à Québec.

En collaboration avec le RQIC et Opération Salami, le CISO développe des formations sur le phénomène de mondialisation des économies. Trois thèmes s'imposent : la mondialisation des marchés versus celle des solidarités, la transformation du travail et l'organisation syndicale et le renforcement de la société civile par l'exercice de la démocratie et la pratique de la citoyenneté.

Les années 2000 : réflexions stratégiques et instabilité financière...

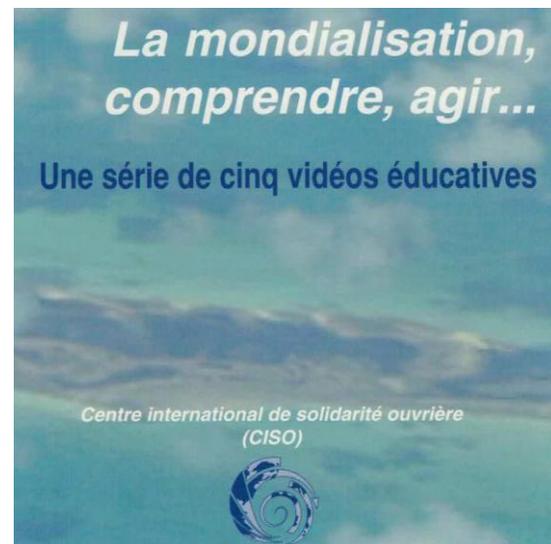
En 2000, le CISO a 25 ans! Cet anniversaire est propice à une réflexion sur le positionnement stratégique de ce lieu de convergence de l'action syndicale en matière de solidarité internationale. La réflexion est motivée notamment par la grande vulnérabilité financière du Centre face aux compressions et aux nouvelles orientations des program-

mes de l'ACDI, de même qu'à la restructuration des programmes du Ministère de l'Éducation du Québec.

Suite au Deuxième Sommet des Peuples de Québec en 2001, le CISO réaffirme sa mission.

La mission du CISO est de développer la solidarité internationale en renforçant les liens entre les travailleuses et les travailleurs d'ici et du Sud en lutte pour le respect de leurs droits, pour de meilleures conditions de travail et pour l'instauration d'une société plus juste et démocratique.

Cette mission est essentielle face aux programmes d'ajustements structurels au Sud, au démantèlement des programmes sociaux au Nord, aux crises écologiques qui secouent la planète et à l'intensification des attaques contre la démocratie, les droits et libertés et les droits syndicaux partout dans le monde. En conséquence, le CISO choisit de poursuivre ses activités de formation sur la mondialisation des économies. Il réalise une série de cinq vidéos éducatives *La mondialisation, comprendre, agir...* Il initie des formations au Burkina Faso et au Niger. Il participe à la coordination de divers projets de coopération voués à la consolidation de la société civile et du mouvement syndical au Guatemala, à Cuba, en Haïti, au Mexique, au Togo.

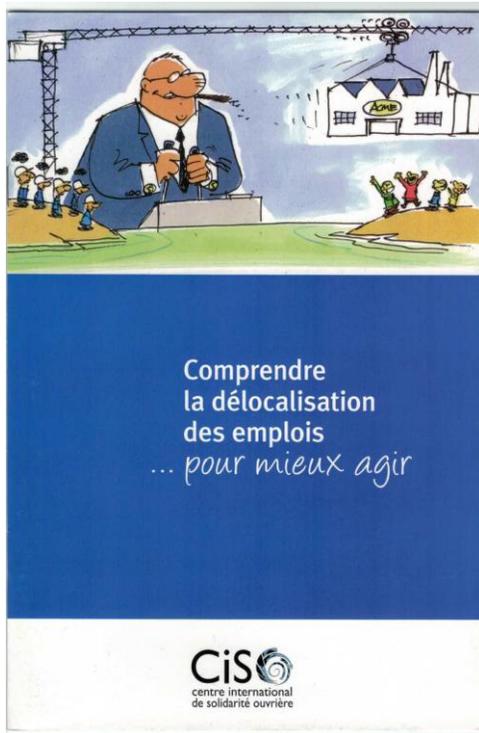


**coalition québécoise
contre les
ateliers de
misère**

Parallèlement, le Centre ouvre un nouveau front de lutte contre les effets néfastes de la mondialisation et accepte d'assumer la coordination de la Coalition québécoise contre les ateliers de misère (CQCAM).

La Coalition québécoise contre les ateliers de misère (CQCAM) est créée en 2003. Dès le départ, elle participe à des mobilisations internationales et nationales. Rapidement, elle lance sa campagne *Ne soyons pas complices!* invitant les acheteurs institutionnels de vêtement de travail à adopter des politiques d'achat responsable (PAR) en insistant sur l'intégration des droits du travail définis par l'Organisation internationale du travail (OIT). Elle mène en 2007, une campagne réclamant une législation sur les PAR et tient un important colloque *Faisons notre juste PAR*. La même année la Coalition publie un premier *Guide de mise en place d'une politique d'achat responsable*. Deux autres suivront s'adressant plus spécifiquement aux établissements d'enseignement. En 2008, elle divulgue un premier rapport d'évaluation *Les organisations québécoises ont-elles le souci de l'approvisionnement responsable?* Elle publie trois autres rapports sur les pratiques d'entreprises du secteur privé et celles d'organisations publiques. En 2009, elle tient un deuxième colloque sous le thème *Une société durable ça PAR de nous* et lance, en 2010, la vidéo *Les oubliés du développement durable*. En 2012, la CQCAM oriente son action davantage sur la responsabilité sociale des entreprises (RSE). Elle amorce une nouvelle recherche intitulée *Analyse comparative des politiques publiques en matière de responsabilité sociale des organisations* avec l'appui du Service aux collectivités de l'UQAM, recherche publiée en 2014. Elle adopte en 2015 une *Plateforme de revendications pour un Canada responsable à l'attention des chefs de parti et des candidats et des candidates aux élections fédérales*.

... Le CISO persévère



La situation du Centre est loin d'être un fleuve tranquille. L'instabilité financière plane toujours. Une nouvelle réflexion s'engage lors du 30^e anniversaire du Centre en 2005, autour du document *Le syndicalisme québécois face à la mondialisation. Se donner des outils collectifs : Propositions pour la réflexion et l'orientation des activités du CISO pour les années à venir*. Suivent l'élaboration d'une feuille de route et l'adoption d'orientations stratégiques pour les années 2008-2013. Celles-ci réitèrent la vocation première du CISO, à savoir l'éducation à la solidarité internationale, élément structurant l'ensemble de ses activités dans le domaine de la coopération internationale et par la CQCAM. Suite à une recherche sur la délocalisation des emplois, le CISO rédige la publication *Comprendre la délocalisation des emplois... pour mieux agir*.

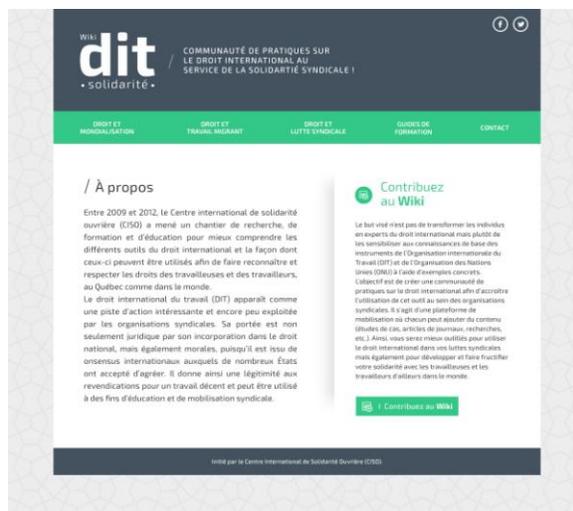
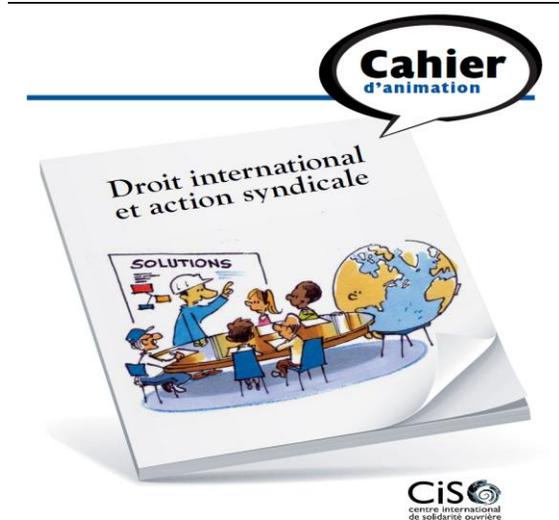
Toutefois la conjoncture canadienne force le CISO à réviser ses orientations stratégiques. En effet, le gouvernement conservateur s'engage en 2010 dans une réforme globale des orientations, des programmes et des mécanismes de financement de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Dorénavant, la défense des droits humains n'a plus la faveur des bailleurs de fonds étatiques. Les impératifs de la politique étrangère et commerciale du Canada guident les règles d'accès au financement de l'ACDI. Plus encore, les organismes de coopération internationale (OCI) sont mis en compétition et doivent produire des résultats comptabilisables. Sans surprise, à compter de 2010, aucun projet visant l'éducation et la défense des droits des travailleuses et des travailleurs n'obtient de financement.

Ce n'est pas la première crise que traverse le Centre, mais celle-ci est majeure. Sa survie est compromise. Audacieusement, le Conseil d'administration mandate un comité pour tenir une grande consultation auprès de ses membres sur l'avenir du CISO. Cette réflexion collective permet d'affirmer l'importance de maintenir une action intersyndicale québécoise en matière d'éducation et de solidarité ouvrière. Pour y arriver, le CISO restreint ses activités et son personnel et recentre sa mission. L'équipe, c'est dorénavant une coordonnatrice.

La solidarité sort gagnante de cette période. Fort de sa mission, le CISO développe une nouvelle manière de se concerter avec ses membres, de réaliser des projets ciblés et de maintenir ses liens avec nos partenaires du Sud. Il est soutenu par son réseau militant, ses comités formation et coopération, le Comité exécutif, le Conseil d'administration et la présence de stagiaires. Il organise des formations autour de la trousse intitulée *Droit international et action syndicale* et assume la coordination de la CQCAM. Ainsi le Centre organise et participe à plusieurs activités en solidarité avec les Travailleuses et les travailleurs de textile du Bangladesh afin d'obliger les entreprises à assumer leur responsabilité dans l'effondrement du Rana Plaza.



Manifestation d'appui aux victimes du Rana Plaza, 24 avril 2014



Il mène un premier stage en Colombie en 2011 et un deuxième en 2013. Il poursuit des projets de coopération internationale en Haïti, avec l'Institut culturel Karl-Lévêque (ICKL) Il met en œuvre un nouveau projet de coopération, entièrement autofinancé par la cotisation des membres, en appui aux travailleuses et travailleurs de l'économie informelle au Burkina Faso. Il soutient des projets menés par le Frente Auténtico del Trabajo (FAT) au Mexique.

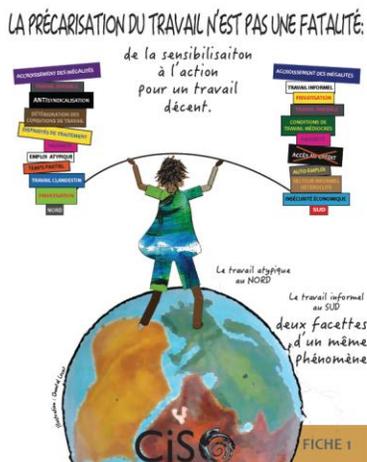




Rencontre avec les partenaires du projet *Appui à l'organisation du secteur de l'économie informelle au Burkina Faso, Ouagadougou, sept. 2013*

En 2015, le CISO n'a pas dit son dernier mot

Le CISO a plusieurs projets en cours. Ainsi, le Centre lancera bientôt une page wiki DIT-solidarité.org, pour rejoindre les syndicalistes du Québec et de la francophonie sur la question du droit international du travail. En septembre 2015, une dizaine de personnes issues du mouvement syndical vont participer à un nouveau stage en Palestine. Quant au comité formation, il travaille à la réalisation d'une nouvelle formation et la production de fiches dans le cadre du projet *La précarisation du travail n'est pas une fatalité : de la sensibilisation à l'action solidaire pour un travail décent.*



Rédaction : **Nicole de Sève**

Collaboration : **Michèle Asselin**

Centre international de solidarité ouvrière
 565, boulevard Crémazie Est, bureau 3500
 Montréal (Québec). H2M 2V6
 Téléphone : 514 383-2266
 Courriel : ciso@ciso.qc.ca
 Site web : www.ciso.qc.ca

Juin 2015